

LES MEILLEURES INTENTIONS L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE FACE À LA GUERRE DANS LES BALKANS

Gilles Bertrand *

ABSTRACT

Is there a Macedonian nation ? The fact is that by calling "Macedonia" their country, the rulers of Skopje are trying to build a Nation State on the Jacobin-Bonapartist french model (unitary state).

But, the choice of the name "Republic of Macedonia" doesn't take into account the multi-ethnic character of the Former Yugoslav Republic of Macedonia, (FYROM). One has to underline that the tension between Slavo-Macedonians and Albanians living in this country is a reality.

Paradoxically, the crisis between Athens and Skopje, far from having provoked the political instability of the FYROM, has reinforced the authority of Mr. Gligorov. However, we must question the capacity and will of the Skopje leaders to go ahead with the democratization of their country and with the integration of the Albanians and other minorities.

RESUMÉ

Y a-t-il une nation macédonienne ? Le fait est qu'en appelant "macédonienne" leur nation et en nommant leur Etat "Macédoine", les dirigeants de Skopje tentent de construire un Etat - nation sur le modèle jacobin-bonapartiste français (Etat unitaire).

Mais le choix du nom "République de Macédoine" ne tient pas compte du caractère multi-ethnique de la FYROM (ancienne république yougoslave de Macédoine). Et force est de constater que la tension est réelle entre les Slavo-Macédoniens et les Albanais vivant dans ce pays.

Paradoxalement la longue crise entre Athènes et Skopje, loin d'avoir provoqué une instabilité politique de la FYROM a renforcé l'autorité de M. Gligorov. Toutefois on doit s'interroger sur la capacité et la volonté des dirigeants de Skopje de mener à bien la démocratisation de leur pays et l'intégration des Albanais et des autres minorités comme citoyens à part entière.

Devenue indépendante le 8 septembre 1991 mais reconnue - sous un nom provisoire - le 7 avril 1993 par les Nations Unies, la Macédoine anciennement yougoslave est la seule des républiques de l'ex-Yougoslavie à n'avoir pas été touchée par la guerre.

Contrairement à ce qu'ont écrit nombre de journalistes occidentaux, la non-reconnaissance puis la reconnaissance sous un nom provisoire n'ont apparemment pas mis en péril cette république. En revanche, une reconnaissance sous le nom «République de Macédoine» adopté par le Parlement de Skopje pourrait s'avérer plus problématique pour ne pas dire conflictuelle. Ce nom est refusé par la Grèce ainsi que par une partie des Albanais de la république. De plus l'intégrité du territoire est contestée par les Serbes qui estiment que le nord du pays

* Institut d'études politiques de Paris

est historiquement serbe.

Face à cette menace serbe et à l'intransigeance du gouvernement grec, les autorités de Skopje affirment avoir les meilleures intentions à l'égard de tout le monde: respect des frontières et non-ingérence à l'égard de la Grèce, coexistence avec la Serbie et la Bulgarie, respect du droit des minorités, notamment celui des Albanais, recherche de partenariat économique en direction de l'Allemagne et des États-Unis mais aussi de la Turquie.

Les dirigeants de la Macédoine ex-Yougoslave auraient ainsi toujours suivi la voie de la sagesse: en tentant de sauver la Fédération yougoslave avec les dirigeants bosniaques contre les projets slovènes de décentralisation et contre les projets serbes de centralisation; en se retirant de la Fédération pour ne pas se retrouver en tête-à-tête avec la Serbie et le Monténégro; en se soumettant ensuite aux amendements à la Constitution demandée par la Commission Badinter afin d'obtenir la reconnaissance de la Communauté européenne.

Sagesse, pacifisme et tolérance, telle est l'image du gouvernement de la Macédoine ex-yougoslave dans les médias occidentaux. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles si le danger d'une guerre à la fois internationale et civile était véritablement écarté.

Nous allons tenter de montrer pourquoi la querelle sur le nom et plus largement sur l'identité «macédonienne», le statut des minorités et le contentieux avec la Serbie - ces deux derniers éléments découlant du premier - peuvent faire craindre l'éclatement d'un nouveau conflit, au sud de l'ex-Yougoslavie cette fois.

I. UNE NATION «MACÉDONIENNE» ?

La question de l'identité «macédonienne» est éminemment complexe. Pour les Grecs, il est évident que la Macédoine est la patrie d'Alexandre le Grand et que si ce nom doit être revendiqué de façon exclusive par un État contemporain alors «La Macédoine est une et elle est grecque»². Cependant, la Macédoine n'est aujourd'hui qu'une région au sens géographique du terme mais sans population homogène. Elle a été divisée, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de considérations géopolitiques, entre trois États au traité de Bucarest en 1913. On doit donc parler de la Macédoine comme on parle des Alpes ou des Balkans... C'est-à-dire comme d'espaces territoriaux sans unité politique.

Tout le problème est qu'il existe une population qui revendique une identité nationale spécifique liée à cet espace territorial. Cette population est certes considérée comme serbe par les uns, comme bulgare par les autres. Nous n'entrerons pas dans le détail des querelles entre historiens bulgares, grecs, serbes ou slaves de Macédoine. Nous préférons constater, avec Marie-Claude Smouts et Bertrand Badie, que «l'analyse sociologique ne peut pas isoler objectivement

des communautés culturelles, parce qu'elle ne peut pas déterminer à quel niveau une collectivité sociale est réputée culturellement significative, c'est-à-dire suffisamment distincte et autonome des autres pour s'imposer comme souveraine et se revendiquer comme nation (...) aussi les cultures relèvent-elles de l'ordre du fluctuant, du mobile, de l'instable (...) c'est pourquoi la sociologie invite davantage à raisonner en termes de construction nationale, de stratégie nationaliste et d'idéologie de la nation qu'en termes d'identité ou même de peuple, notion d'usage courant, mais dont on doit admettre les incertitudes accompagnant son usage»³.

L'«idéologie de la nation» «macédonienne» est née, à partir des années 1870, lorsque le Sultan autorisa les Bulgares à créer leur Église autocéphale, l'Exarchat. Les Bulgares tentèrent de rallier à l'Exarchat les Slaves de Macédoine dont ils considéraient les dialectes comme des branches de la langue bulgare. Dans cet espace très montagneux qu'est la Macédoine - et particulièrement la Macédoine septentrionale - ceux des habitants ne parlant ni serbe, ni grec, ni bulgare, ni roumain, ni albanais communiquaient non pas dans une langue mais dans plusieurs dialectes, plus ou moins proches les uns des autres, plus ou moins proches des langues citées ci-dessus et déjà codifiées à cette époque. De cette volonté de différenciation par rapport aux nations déjà constituées et aux langues nationales déjà codifiées, naquit l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM ou VRMO) en 1893. Certes, on m'objectera que la «stratégie nationaliste» de l'ORIM n'a pas toujours été très claire vis-à-vis de la possible «bulgarité» des habitants slaves de Macédoine, «bulgarité» revendiquée par Sofia: «l'ORIM était alors financée et armée par Sofia»⁴ indique l'historien Georges Castellan. Mais la constitution d'un «Comité Suprême Macédonien» (1895) ouvertement pro-bulgare signifie que l'ORIM paraissait suspect au gouvernement de Sofia, c'est-à-dire trop peu bulgarophile. Le soutien de la population slave de Macédoine est difficile à évaluer, toujours est-il qu'il permit à l'ORIM de déclencher l'insurrection de la Saint Élie (Ilinden) le 20 juillet 1903 puis de renaître de ses cendres après l'échec de cette insurrection, les deux guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale.

La création de la République fédérée yougoslave de Macédoine en 1946 enclencha un processus - officiel - de «construction nationale». Si ce processus n'est peut-être pas achevé aujourd'hui (un tel processus peut-il l'être un jour ?), l'existence d'une élite intellectuelle se disant «macédonienne», d'une langue codifiée, l'identification comme telle de la population slave (non compris les minorités telles que la minorité serbe) ont fait dire à l'historienne bulgare (et conseillère du président Jeleu) Antonina Jelyazkova que «La République de Macédoine a connu des évolutions complexes, mais mettant en évidence la formation d'une nouvelle ethnie. C'est sans doute regrettable pour les Bulgares, les Grecs et les Serbes, mais c'est ainsi»⁵.

Lors des premières élections libres de 1990, l'ORIM, reconvertie en parti politique, obtint 22% des voix et l'ex Ligue des communistes de Macédoine (l'Alliance social démocrate de Macédoine) 20,4%. Or ces deux partis, les premiers du pays, revendiquent - ils ne sont pas les seuls - l'existence d'une «nation macédonienne». Ceci montre bien que les électeurs slaves de Macédoine (non Serbes) acceptent, et plus encore revendiquent, leur statut de nation à part entière.

II. LE PROBLEME DU NOM

Cependant, si elle se dit «macédonienne», cette nation peut légitimement revendiquer tout le territoire de la Macédoine (donc la Macédoine égéenne qui est grecque et la Macédoine du Pirin qui est bulgare). En appelant «macédonienne» la nation et en nommant leur État «Macédoine», les dirigeants de Skopje tentent de construire un État-nation sur le modèle jacobino-bonapartiste français (État unitaire). Par conséquent, ils considèrent tous les autres peuples du pays comme des minorités, ce qui est explicité dans la Constitution⁶.

Le raisonnement «nous sommes Macédoniens et notre république s'appelle la Macédoine» apparaît dès lors en complète contradiction avec les déclarations du président Kiro Gligorov à la presse française: «fonder un État sur l'ethnie est une grande bêtise»⁷ ou encore «l'État ethnique est une menace de guerre perpétuelle»⁸. M. Gligorov a beau jeu de refuser l'appellation de «République slave de Macédoine» «inadéquante en raison du caractère multiethnique du pays»⁹: ceci signifierait accepter de ne plus s'appeler «macédonien» mais «slavomacédonien»¹⁰. Le choix du nom «République de Macédoine» ne tient en effet pas davantage compte du «caractère multiethnique du pays» puisque les «Macédoniens» sont différenciés des Albanais, des Roms, des Turcs, etc.¹¹

III. L'ENJEU DE LA MINORITÉ ALBANAISE

Peu importerait que les déclarations pleines de sagesse du président Gligorov à la presse occidentale ¹² soient en contradiction avec la réalité constitutionnelle, me dira-t-on, si le droit des minorités est respecté. Le droit des minorités - tel qu'il est défini par les Conventions internationales - est certes respecté à en croire le Rapport de la Commission Badinter et le Rapport Mazowiecki¹³. Il reste que, dans les faits, les Albanais (20 à 40% de la population selon les estimations) sont très faiblement représentés à tous les niveaux de l'administration (1% des effectifs de la police, 7,5% de ceux de l'armée en 1992), même si le gouvernement Crvenkovski formé le 5 septembre 1992 compte 5 ministres albanais. Selon un collaborateur de Radio Free Europe, Hugh Poulton, «the two mains communities of ethnic Macedonians and ethnic Albanians have little communication with each other»¹⁴.

Plusieurs éléments incitent à penser que la tension est réelle entre Slavomacédoniens et Albanais: des incidents entre les deux communautés ont fait 4 morts le 6 novembre 1992 dans le quartier albanais de Skopje. On peut aussi se demander pourquoi les autorités de Skopje ont déclaré à la mission des Nations Unies envoyée sur place du 28 novembre au 3 décembre 1992 qu'en cas de conflit au Kosovo et d'intervention albanaise, les «forces [albanaises] devraient passer par la Macédoine, puisque ses communications routières avec le Kosovo la traversent»¹⁵. Ceci est inexact dans la mesure où, dans ce cas précis, les troupes albanaises auraient avantage à emprunter la vallée du Drin¹⁶ qui traverse la frontière albano-kosovare plutôt que de tenter de passer par la région nord-ouest de la Macédoine ex-yougoslave, région qui est celle du massif du Mont Sar...

Il faut souligner les contradictions rapportées par le Rapport de la mission de l'ONU entre la position des autorités et celle de la communauté albanaise: «le Président [Gligorov] a indiqué que la situation interne était stable. Les problèmes d'ordre ethnique étaient traités par la voie du dialogue et de la négociation»¹⁷ mais «lors d'une rencontre avec le maire et l'adjoint au maire de Debar, localité située à l'ouest sur la frontière albanaise, il est apparu que des tensions ethniques existaient dans cette région où des Albanais essayant d'entrer illégalement en Macédoine avaient été tués par des soldats macédoniens»¹⁸. Contrairement aux autorités, «le représentant du Parti de la prospérité démocratique, le principal parti à prédominance albanaise, a indiqué qu'il ne voyait nullement le besoin d'une présence des Nations Unies sur la frontière albanaise car l'origine du conflit se situerait non pas dans cette direction mais au nord»¹⁹. Le rapport de la mission des Nations Unies illustre ainsi la méfiance des dirigeants (slavomacédoniens) de Skopje envers les Albanais.

Cette méfiance peut s'expliquer par la crainte de se voir entraîner dans un conflit albanais-serbe qui éclaterait au Kosovo. Elle peut également s'expliquer par l'hostilité des orthodoxes des Balkans, donc des Slavomacédoniens, à l'encontre des musulmans (cette hostilité dont les médias nous parlent tant). Les Slavomacédoniens pourraient craindre de voir la population albanaise atteindre la parité numérique avec la population slavomacédonienne, voire à la dépasser: les Albanais ont en effet des taux de natalité record en Europe. Si le taux de natalité était de 1,7% en 1989 en République yougoslave de Macédoine, ce taux cache les différences existantes entre les Slavomacédoniens d'une part dont on peut penser que le taux de natalité avoisine celui de la Serbie (1,17% en 1989) ou du Monténégro (1,51%) et les Albanais d'autre part. Le taux de natalité en Albanie est de 2,47%, il est de 2,77% au Kosovo (peuplé à 90% d'Albanais), et on ne voit pas pourquoi les Albanais de la Macédoine ex-yougoslave auraient un comportement démographique différent alors qu'il s'agit souvent, par delà des frontières, des mêmes familles.

En outre, les Albanais sont accusés de participer activement aux différents trafics (armes, drogue, cigarettes, faux papiers, fausse monnaie,...) dont la Macédoine semble en passe de devenir le centre²⁰. Les incidents du 6 novembre 1992 auraient d'ailleurs été provoqués par une opération de police contre la mafia albanaise²¹.

Les revendications autonomistes des Albanais sont à prendre en considération. Les 11 et 12 janvier 1992, un référendum non officiel organisé par les partis politiques albanais a eu un large succès: 90% des électeurs albanais de la Macédoine ex-yougoslave ont participé au vote et 99% d'entre eux ont voté en faveur de l'autonomie. Mais autonomie ne veut pas dire indépendance. Les Albanais de Macédoine ex-yougoslave ne sont pas les Serbes de Bosnie. A l'instar des Albanais du Kosovo, ils n'ont pas manifesté, jusqu'à présent, l'intention de faire progresser leur revendication par la violence ou la menace de sécession pure et simple. A cet égard, l'organisation clandestine «Armée de tous les Albanais» découverte en novembre 1993 au sein de l'armée de la république a sans doute été constituée dans un but offensif (dans le cas d'un conflit serbo-albanais) ou dans le cadre d'un «rééquilibrage» du pouvoir des deux principales communautés (slavomacédonienne et albanaise) de la république. On pourrait expliquer de la même façon l'accroissement de la proportion d'Albanais dans l'armée (de 7,5% à 26% des effectifs de juillet 1992 à juillet 1993).

La principale revendication des Albanais reste l'accès au statut de deuxième nationalité de la République de macédoine ex-yougoslave au lieu de leur actuel statut de minorité parmi les minorités. Il est vrai qu'avec un effectif de 430 000 à 600 000 personnes (selon les estimations), les Albanais ont un tout autre poids démographique que les Turcs (97 000 recensés en 1991), les Roms (50 000) ou les Serbes (44 000 en 1991, peut-être 22 000 depuis le départ de l'armée «fédérale» yougoslave), surtout pour un pays qui compte un peu plus de 2 millions d'habitants.

Revendiquant ce statut de deuxième nationalité²², les Albanais ne sont pas, loin s'en faut, toujours d'accord avec le nom - constitutionnel - de «République de Macédoine» donné à leur pays. Après avoir rencontré le leader du parti de la Prospérité démocratique, Nevzat Halili, Hugh Poulton rapporte que: « their position is that if there has to be a new name, then an ethnically neutral name²³ - for example, the Central Balkan Republic or the Vardar Republic - would be the most appropriate. In any case, they insist to be consulted first»²⁴. Des propositions à première vue très acceptables pour le gouvernement grec !

Le rêve d'une «grande Albanie» ne hante donc apparemment pas les membres de la communauté albanaise. Nevzat Halili semble ainsi être en parfait accord avec Ibrahim Rugova (président élu de la «République du Kosovo» non reconnu par Belgrade) mais aussi avec le président albanais Sali Berisha: adoption d'un profil bas et non-violence. Ceci explique que les Albanais se soient réfugiés

dans une politique d'abstention et de repli plutôt que d'une contestation radicale (boycottage du référendum sur l'indépendance mais aussi du recensement, abstention lors du vote de la constitution par le Parlement).

IV. TOUS CONTRE L'ORIM ?

Cependant, le Parti pour la prospérité démocratique (17 députés)²⁵ ainsi que le Parti populaire démocrate (également albanais, 5 députés), participent au gouvernement actuel ²⁶. On peut s'interroger sur ce paradoxe apparent: rejet de la Constitution et participation au gouvernement moins d'un an après. La participation des Albanais au gouvernement peut avoir deux origines: soit les partis au pouvoir ont cherché à intégrer les Albanais dans le système politique en leur proposant de contribuer par eux-mêmes à la promotion sociale de leur communauté; soit il s'est agi, pour les uns et les autres de contrecarrer l'ORIM sur le plan politique. Les deux explications sont sans doute aussi vraies l'une que l'autre, l'ORIM tenant régulièrement des discours anti-albanais.

Reconstituée en parti politique le 17 juin 1990, l'ORIM-PDUNM (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne - Parti démocratique pour l'unité national macédonienne) revendique 150 000 membres et a envoyé 38 députés au Parlement à l'issue des premières élections libres de 1990. C'est ainsi le premier parti de Macédoine ex-yougoslave. Albanais, anciens communistes slavomacédoniens (de l'Alliance sociale démocrate macédonienne et du Parti socialiste macédonien)²⁷ et "libéraux" (ex-fédéralistes du parti de l'ancien Premier ministre fédéral Ante Markovic)²⁸ sont condamnés à s'entendre s'ils veulent empêcher l'ORIM-PDUNM d'accéder au pouvoir.

Car l'ORIM n'a pas plus changé de discours qu'elle n'a changé de nom depuis les années 1920. Elle revendique le nord de la Grèce et la région bulgare du Pirin. Le leader actuel de l'ORIM, Ljupco Georgievski, interrogé par une chaîne de télévision française²⁹, considère que des minorités «macédoniennes» vivent non seulement en Grèce et en Bulgarie mais en Albanie également. Il dit espérer à ce sujet une «réunification». Son parti édite des cartes englobant les trois Macédoine dans un seul et même État...ayant Skopje pour capitale bien sûr!

Des dissensions ont cependant éclaté au sein de l'ORIM: 3 de ses députés ont fondé un parti nommé Ilinden³⁰ - Démocrates libres- et un autre député siège désormais sous l'étiquette ORIM-Parti démocratique. «Internally, the IMRO-DPMNU is split between pro-bulgarian and a faction that espouses an Independent Macedonia»³¹ remarquait Hugh Poulton en juin 1993. L'ORIM - soeur ou concurrente ? - reconstituée en décembre 1990 en Bulgarie prône, elle, le rattachement de la Macédoine ex-yougoslave à la Bulgarie. Elle a donc accueilli très fraîchement la décision du président bulgare Jeliu Jeleu de reconnaître la «République de Macédoine» sous ce nom, bien qu'il se soit abstenu de

reconnaître l'existence d'une nation "macédonienne".

L'ORIM (de Skopje comme de Blagoevgrad) a-t-elle (ou plutôt: ont-elles) renoncé au terrorisme des premiers temps ? Rien n'est moins sûr. Des dirigeants de l'ORIM de Blagoevgrad ont déclaré qu'ils devraient réagir, y compris par la force, au cas où leur gouvernement reconnaîtrait une nation "macédonienne"³². Quant à l'ORIM de Skopje, Xavier Raufert et Franéois Haut révèlent qu'elle aurait mis en place un "comité de sécurité" paramilitaire de 100 000 militants³³. L'ORIM a d'ailleurs été inscrite sur la liste des organisations terroristes par le State Département des États-Unis en 1991.

Autre fait intéressant, les contacts de l'ORIM avec des organisations slavomacédoniennes aux États-Unis, au Canada, en Australie mais aussi en Allemagne. Si l'on parle volontiers de lobby grec dans ces mêmes pays, le lobby slavomacédonien n'est pas non plus à négliger. Il s'agit là d'un véritable réseau transnational dont l'action vise, bien sûr, à faire reconnaître la «République de Macédoine» sous ce nom. Si l'importance numérique de ces groupes est difficile à évaluer - la Canadian Macedonian Society affirme quant à elle que «there are more than 10 000 Canadians of Macedonian descent» - la majorité de ces personnes d'origine slavomacédonienne sont originaires de la Macédoine égéenne. Ils ont émigré de la Libération à la fin de la Guerre civile pour la plupart d'entre eux, ce qui peut expliquer d'une part le fort sentiment d'appartenance à la nation slavomacédonienne (c'est une émigration relativement récente) et d'autre part le succès des idées expansionnistes de l'ORIM auprès d'eux. Ce succès est attesté par les documents émanant de ces associations: la Canadian Macedonian Society ne craint pas d'affirmer que «the Republic of Macedonia has existed for almost 75 years. It was established as a result of the diplomatic settlement at the end of World War One», ce qui traduit soit une énorme méconnaissance de l'Histoire, soit l'intention de "vieillir" la «République de Macédoine» dans l'espoir de lui conférer une légitimité historique plus importante. La Communauté macédonienne de Paris-Association culturelle orthodoxe Saint Clément d'Ohrid n'a pas hésité à envoyer une télécopie à Antonis Samaras, alors ministre des Affaires étrangères, à Bruxelles, pour lui expliquer que Philippe II de Macédoine n'était pas grec...On imagine la réaction de M.Samaras à la lecture de cette télécopie !

Pourtant, les liens entre ces groupes et associations avec l'ORIM sont souvent difficiles à établir. La position du gouvernement - Kiro Gligorov en tête - ne diffère en effet guère de celle de l'ORIM sur la question des origines historiques des Slavomacédoniens.

La position officielle est un mélange d'arguments fournis par les historiens slavomacédoniens à l'époque du régime communiste et de discours apaisant lorsque l'interlocuteur est occidental. Sous Tito, les historiens slavomacédoniens se sont évertués à construire une identité "macédonienne" depuis

l'Antiquité. Donnant ainsi une légitimité "historique" à la création de la République fédérée de Macédoine par Tito, ils ont par là même fourni des arguments à l'ORIM d'aujourd'hui. C'est pourquoi on retrouve dans la bouche des uns et des autres, de Ljupco Georgievski à Kiro Gligorov, la même version de l'histoire des Slavomacédoniens. Il me semble inutile de revenir sur la revendication slavomacédonienne concernant Philippe II et Alexandre de Macédoine. Il faut pourtant noter que cette revendication est rejetée lorsque l'interlocuteur est occidental, ce qui en dit long sur les "certitudes" qu'auraient les Slavomacédoniens à ce sujet. Ainsi Petre Mitev, Délégué général de l'ex-République yougoslave de Macédoine en France me déclarait-il en juin 1993: «nous sommes un pays slave. Nous n'avons rien à voir avec les Macédoniens antiques. Ce sont les Grecs qui affirment que nous disons cela». Derrière lui, sur le bureau, était posé le drapeau rouge orné du Soleil de Vergina (un symbole... des «Macédoniens antiques» !)

Le choix du Soleil de Vergina pour orner le drapeau de la République nouvellement indépendante est lui-même significatif de l'état d'esprit qui règne au sein de la classe politique du pays: l'ORIM-PDUNM proposa de mettre sur le drapeau le lion qui figure déjà sur le drapeau bulgare. Voyant là une manoeuvre visant à attirer la république dans le giron de la Bulgarie, les formations politiques gouvernementales imposèrent le Soleil de Vergina au cours d'un vote au parlement. Ce choix devait être ensuite interprété par les Grecs comme une provocation. En réalité, ce choix permettait de contrecarrer une fois de plus les plans de l'ORIM tout en ne brusquant pas ses partisans, le symbole choisi étant considéré par les uns et les autres comme patrimoine de la nation "macédonienne". Il peut alors sembler paradoxal que les députés albanais aient voté en faveur d'un symbole renforçant l'équation "République de Macédoine = État-Nation des (Slavo)Macédoniens". Il faut y voir, là encore, une manifestation de la volonté des Albanais de ne pas jouer la politique du pire, donc celle de l'ORIM. Ljupco Georgievski, le leader de l'ORIM-PDUNM ne manque, lui, pas d'aplomb lorsqu'il déclare à Christophe Chiclet à propos de cette affaire: «nous avons choisi ce symbole [le Soleil de Vergina] sous la pression de notre diaspora, mais sans aucune arrière-pensée. Les Grecs ne se sont insurgés que dix-huit mois plus tard. S'ils avaient protesté dès le début, nous aurions choisi le lion»³⁴.

V. KIRO GLIGOROV ENTRE DEUX FEUX ?

A la lecture de cet article, on pourrait être tenté de croire que le président Gligorov est "pris entre deux feux", entre des Albanais qui revendiquent le statut de nationalité à côté des Slavomacédoniens et l'ORIM-PDUNM, parti slavomacédonien le plus puissant et ultranationaliste. Le discours présidentiel aux médias occidentaux en contradiction avec la réalité constitutionnelle n'aurait-il pour seul objectif que de maintenir l'équilibre entre Slavomacédoniens et

Albanais ? Kiro Gligorov est-il ainsi le garant de l'unité de son pays ? C'est tout au moins ce que semblent penser les gouvernements et les journalistes occidentaux.

On rappelle souvent la carrière de Kiro Gligorov (né en 1917), carrière qui ferait de lui un homme politique chevronné: résistant, membre du gouvernement provisoire à la Libération, Secrétaire général du gouvernement fédéral yougoslave (1945-1947), professeur d'économie à Belgrade, membre puis Vice-président du Comité exécutif fédéral (1962-1969) et enfin président de l'Assemblée de la République yougoslave de Macédoine (1974-1978), membre du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie. D'où sa sagesse et sa modération affichée. Chose assez curieuse, les observateurs occidentaux ne se posent aucune question au sujet de cet ancien communiste titiste alors que Tito lui-même est accusé d'avoir creusé la tombe de la Yougoslavie et que les autres dirigeants ou politiciens ex - ou néo-communistes d'Europe de l'Est sont sévèrement critiqués pour leur politique économique immobiliste (Roumanie), suspectés de vouloir restaurer «la dictature du prolétariat» (Russie) ou mis à l'index pour avoir substitué une idéologie ultranationaliste à leur idéologie communiste (Serbie). Kiro Gligorov et les partis anciennement communistes qui le soutiennent (Alliance Social démocrate macédonienne et Parti socialiste macédonien³⁵) se sont certes engagé sur le chemin de la privatisation, reste que la démocratisation du pays est encore à peine amorcée ³⁶. On doit aussi se demander si l'ORIM constitue un adversaire ou un concurrent pour les partis gouvernementaux. Ces partis ont en effet voté la Constitution (qu'il a fallu amender pour se conformer aux critères de reconnaissance par l'Union européenne) avec l'ORIM-PDUNM contre les partis albanais. De plus, comme nous l'avons vu, le président Gligorov adhère pleinement à l'idée selon laquelle la "République de Macédoine" est l'État-nation des (Slavo) Macédoniens. Kiro Gligorov joue-t-il ainsi sur la fibre nationaliste, mais de façon plus habile et moins violente que Ion Iliescu en Roumanie, Slobodan Milosevic en Serbie ou Vladimir Jirinovski en Russie, tous anciens communistes comme lui ? Comment les anciens communistes slavomacédoniens ne pourraient-ils pas être tentés par cette voie, alors que leurs anciens "camarades" d'Europe Orientale l'ont suivi avec un certain succès et que le premier parti de leur pays est lui-même ultranationaliste ?

Les dirigeants de l'ex-République yougoslave de Macédoine ont certes manifesté les meilleures intentions du monde (et surtout de l'ex-Yougoslavie), ils ont tenu depuis le début de la crise yougoslave un discours étonnamment pacifiste qui contraste avec ceux des acteurs du conflit serbo-musulmano-croate. Ce discours a contrasté avec les déclarations beaucoup moins prudentes de la classe politique grecque, accusée d'être belliciste et ultranationaliste. L'habileté diplomatique du président Gligorov lui a permis d'apparaître comme l'homme providentiel aux yeux des Occidentaux, comme celui qui devrait assurer la stabilité

de son pays et la paix dans la région.

VI. L'INSTRUMENTALISATION DE LA RECONNAISSANCE

Ainsi, la longue crise avec la Grèce concernant la reconnaissance internationale du pays «aurait dû» causer la persistance de l'instabilité interne, c'est ce qui explique en partie le soutien des Occidentaux au président Gligorov. Pourtant, il faut se demander si, au contraire, cette crise n'a pas contribué à la stabilité du pays. En effet, «jusqu'au jour de l'admission de la République de Macédoine, toutes les forces politiques du pays se sont efforcées d'obtenir que ce pays soit reconnu comme sujet de droit international. Pendant ce temps, aucun changement radical ne s'est produit sur le plan intérieur, à l'exception de la chute du gouvernement des experts et son remplacement par un gouvernement politique»³⁷explique Liliana Kotevska.

Le processus de reconnaissance internationale a ainsi permis et permet encore au gouvernement de s'assurer du soutien de toute la classe politique, ORIM comprise. La crise avec la Grèce a «mis en veilleuse» la crise potentielle interne, notamment à propos du nom (contesté par la communauté albanaise) et de la question des relations avec la Bulgarie (posée par l'ORIM). Dès lors on perçoit mieux l'attitude de Kiro Gligorov dans les négociations, affirmant qu'il fait des concessions alors qu'il les refuse toutes (ainsi de son refus de la médiation française proposé par François Mitterand en 1992). Refuser les concessions c'est satisfaire son opinion publique et faire taire son opposition.

De plus le gouvernement pouvait se payer le luxe de ne pas faire de concession, de conserver son drapeau³⁸, dès la fin de 1992, dans la mesure où on peut considérer que la «République de Macédoine» a été reconnue de facto par l'ONU le 25 novembre 1992. A cette date, le président du Conseil de sécurité accepta la «proposition d'envoyer en Macédoine un groupe de personnels militaires, civils et de police»³⁹, proposition faite par le Secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, à la demande du gouvernement de «Macédoine». Or l'ONU ne reconnaît et ne dialogue qu'avec des États souverains lorsqu'il s'agit d'envoyer une mission voire des «casques bleus» sur un territoire. Dépêcher une mission à Skopje, rencontrer les membres du gouvernement signifient la reconnaissance de l'indépendance du territoire sur lequel ledit gouvernement revendique sa souveraineté.

Par le vote de la Résolution 795 (10 décembre 1992) le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer des «casques bleus» sur le «territoire macédonien»⁴⁰, ce qui renforça cette reconnaissance de facto. La reconnaissance de jure n'était alors urgente que pour permettre à la «Macédoine» l'accès aux institutions internationales. Cette reconnaissance est intervenue, sous le nom provisoire d'ex-République yougoslave de Macédoine, à l'ONU le 7 avril 1993 (Résolution 817). La Communauté européenne, le Fonds monétaire international et la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont suivi.

Restait le problème du nom et du drapeau. Le gouvernement de la Macédoine ex-yougoslave pouvait se permettre d'attendre. Le seul vocable «Macédoine» est de toute façon déjà utilisé pour désigner cette république par les observateurs occidentaux. Une Encyclopédie Larousse parue fin 1993 n'hésitait pas, outre le «nom constitutionnel», à imprimer le drapeau rouge frappé du Soleil de Vergina (non reconnu par l'ONU). L'encyclopédie de l'Europe de François Joyaux, publiée par les éditions du Seuil (1993) et le Dictionnaire de géopolitique d'Yves Lacoste (Flammarion, 1993) parlent eux aussi de «République de Macédoine» comme si de rien n'était.

Pourtant, bien que la survie de la «République de Macédoine» ne soit plus un problème pour les organisations internationales, le risque de guerre est loin d'être écarté dans le sud de la péninsule balkanique. Quoi qu'il doive demeurer en suspend tant que la guerre durera en Bosnie-Herzégovine. Ensuite, on peut malheureusement penser que les milices serbes se tourneront vers le Kosovo. La fin d'un conflit peut ainsi en générer un autre et il risque de se produire dans l'ex-Yougoslavie ce qu'il s'est produit dans d'autres conflits, à savoir que les vétérans d'une guerre, miliciens, mercenaires voire soldats de l'armée régulière démobilisée, incapables de se réadapter à la vie civile, partent s'engager dans d'autres conflits.

Quant à la soi-disante "menace" grecque, nous voyons mal le gouvernement grec se lancer dans une aventure militaire qui le mettrait au ban de l'Union européenne et de l'OTAN.

Notre interrogation porte donc sur la capacité et la volonté des dirigeants de Skopje de mener à bien la démocratisation et l'intégration comme citoyens à part entière des Albanais et des autres minorités. La présence de "casques bleus" américains sur le territoire de cette république pose également la question du rôle que pourraient jouer les États-Unis dans la région et dans le règlement du conflit. En tout état de cause, ce ne seront pas 300 "casques bleus", même américains, qui empêcheront les Albanais de Macédoine ex-yougoslave de se porter au secours des Albanais du Kosovo au cas où les Serbes seraient tentés d'y étendre leur politique de purification ethnique.

NOTES

1. Celui d'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)/Former yougoslav Republic of Macedonia (FYROM).
2. "H MAKEDONIA EINAI MIA KAI ELLHNIKH" proclame le slogan grec.
3. Bertrand BADIE et Marie-Claude SMOUTS, **Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale**, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1992, p.42.

4. Georges CASTELLAN, **Histoire des Balkans XIVe-XXe siècle**, Paris Fayard, 1991, p.353.
5. **Le Monde** du 14 juillet 1992. Cette historienne a sans doute raison, reste que le nom de cette "nouvelle ethnie" pose encore problème.
6. Voir à ce sujet le **Rapport de la Commission Badinter**.
7. **La Croix**, 14 février 1992.
8. **Le Monde**, 27 octobre 1993.
9. Idem
10. Terme qui paraît plus approprié: ce peuple slave n'habite qu'en Macédoine, ce qui lui donne le droit de se qualifier ainsi, mais les autres nations habitant cet espace géographique peuvent également se dire "macédoniens".
11. Lire à ce propos le **Rapport de la Commission Badinter**: "dans les écoles où l'enseignement sera donné dans la langue de l'une des autres nationalités, le macédonien devra également être enseigné".
12. Voir aussi la presse canadienne au moment de la visite de Kiro Gligorov, fin janvier 1992 et notamment *The Ottawa Citizen*, 28 janvier 1992.
13. Tadeusz MAZOWIECKI, "La situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie". **La Nouvelle Alternative**, no 30, juin 1993: p.54-61.
14. Hugh POULTON, "The Republic of Macedonia after UN recognition", **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 4 juin 1993, p.26.
15. ONU: **Rapport du Secrétaire général sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine**. 9/12/1992: p.4.
16. Route M25-17 reliant Shkoder en Albanie à Prizren au Kosovo en passant par le poste-frontière de Vrbnica.
17. Idem, p.5.
18. Idem.
19. Idem, p.6.
20. Xavier RAUFER et François HAUT, **Le chaos balkanique**, Paris: La Table Ronde, 1992: "c'est notamment à Skopje, en l'absence à peu près totale de toute police ou gendarmerie, que s'organise le contournement de l'embargo décidée par les Nations Unies à l'encontre de la Serbie", p.150.
21. Stefan TROEBST, "Macedonia: Powder Keg Defused?", **Radio Free Europe/Radio Liberty Research Report**, 3 (4), 28 janvier 1994, p.38
22. Ce qui ne les obligerait plus, entre autres choses, à apprendre le slavomacédonien, parlé par un peu plus d'un million de personnes alors que l'albanais, à quelques différences près entre les trois communautés d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine ex-yougoslave, est parlé par 4 à 5 millions de personnes.

23. Ce qui signifie que les Albanais eux-mêmes ne considèrent pas le nom de "République de Macédoine" comme ethniquement neutre, ce que voudrait faire croire le président Gligorov (voir note 7).
24. Hugh POULTON, "The Republic of Macedonia after UN recognition", **Radio Free Europe/Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 4 juin 1993, p.25.
25. L'Assemblée nationale compte 120 députés.
26. Ces deux partis détiennent (en association) les portefeuilles des Finances, des Sciences, du Travail et des Affaires sociales. Ils comptent également un Vice-Premier ministre sans portefeuille.
27. Comptant respectivement 30 et 4 députés (un député de l'ASDM a fait défection, les Jeunesses du PSM ont un député).
28. Les Forces Réformatrices-Parti Libéral ont 16 députés après une temporaire scission de leur aile gauche.
29. Au cours de l'émission Géopolis, no 20, France 2, 13 février 1993.
30. Par référence à l'insurrection de la Saint Elie (Ilinden en slavomacédonien et en bulgare) de 1903.
31. Hugh POULTON, "The Republic of Macedonia after UN recognition", **Radio Free Europe/Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 4 juin 1993, p.30.
32. Déclaration faite à Sylvie KAUFFMANN, "Macédoine, le rêve perdu des Bulgares", **Le Monde**, 12 décembre 1992.
33. Cd Xavier RAUFER et François HAUT, **Le chaos balkanique**, Paris: La Table Ronde, 1992, p.149. Ces auteurs citent l'entretien donné par le maire d'Ohrid à un journal de Skopje.
34. Christophe CHICLET, "Athènes et Skopje dans l'impasse macédonienne", **Le Monde diplomatique**, mai 1994, p.8.
35. L'ASDM dont est issu Kiro Gligorov est l'ancienne Ligue des communistes; le PSM regroupe d'anciens communistes réformateurs.
36. Lire à ce propos: Liliana KOTEVSKA, "La démocratisation macédonienne freinée par l'omniprésence des anciens communistes", **La Nouvelle Alternative**, no30, juin 1993:p.30-31.
37. Idem.
38. Drapeau qui est une invention récente.
39. ONU: **Rapport du Secrétaire général sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine**, 9 décembre 1992.
40. Idem, p.1

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

CHICLET(Christophe).-“Athènes et Skopje dans l’impasse macédonienne.”- **Le Monde diplomatique**, mai 1994: p. 8.

CHICLET(Christophe).- “La Macédoine en 1992: une laborieuse reconnaissance.” Notes et Études documentaires, **L’Europe centrale et orientale**- édition 1993, no 4984-85, 1993: p.241-247

CHICLET(Christophe).- “Les Macédoniens existent-ils ?” - **Confluences Méditerranée**, no 4, automne 1992: p. 6.

CHICLET(Christophe).- “La Macédoine menacée d’étouffement.” - **Le Monde diplomatique**, septembre 1992: p. 6.

CROW(Suzanne). - “Russia and the Macedonian Question.” - **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 1 (15), 13 novembre 1992: p.36-38.

GLIGOROV(Kiro). “Le roseau macédonien.” - **Politique internationale**, no 62, hiver 93/94: p. 237-247.

KOTEVSKA(Liliana).- “La démocratisation macédonienne freinée par l’omniprésence des anciens communistes.” - **La Nouvelle Alternative**, no 30, juin 1993: p. 30-31.

LAGANI(Irène).- “Évolutions politiques à Skopje et leurs conséquences éventuelles dans la Question macédonienne. ” - **The Southeast European Yearbook 1991**. Hellenic Foundation for Defense and Foreign Policy (ELIAMEP), 1992: p. 189-207.

MAZOWIECKI(Tadeusz).- “La situation des droits de l’homme dans le territoire de l’ex-Yougoslavie.” - **La Nouvelle Alternative**, no 30, juin 1993: p.54-61.

PERRY(Duncan M.). - “The politics of intolerance: Macedonia”. - **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 3 (16), 222 avril 1994: p. 83-86.

PERRY(Duncan M.). - “Macedonia: From Independence to Recognition.” - **Radio Free Europe/Radio Liberty Research Report**, 3 (1), 7 janvier 1994: p. 118-121.

PERRY(Duncan M.). - “Politics in the Republic of Macedonia: Issues and Parties.” - **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 4 juin 1993: p. 31-37.

PERRY(Duncan M.). - “Macedonia: a Balkan problem and an european dilemma.” - **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 19 juin 1992: p. 35-45.

POULTON(Hugh). - “The Republic of Macedonia after UN recognition.” - **Radio Free Europe Radio Liberty Research Report**, 2 (23), 4 juin 1993:

p.22-30.

RAUFER(Xavier) et HAUT(François). - **Le chaos balkanique**. - Paris: La Table Ronde, 1992. - 191 p.

ROUX(Michel). - "La décomposition de la Yougoslavie: la Serbie et le front sud." - **Politique Étrangère**, no 2, été 1992: p. 281-292.

TROEBST (Stefan). - "Macedonia: Powder Keg Defused ?" - **Radio Free Europe/ Radio Liberty Research Report**, 3 (4), 28 janvier 1994: p.33-41.